



RESEAU NATIONAL DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS (RNDDH)
REZO NASYONAL POU DEFANN DWA MOUN
NATIONAL HUMAN RIGHTS DEFENSE NETWORK

NEWS RELEASE

COMMUNIQUE DE PRESSE

CONTACTER: **Marie Yolène GILLES**
PHONE: (509) 2940-1222 / 2650-8103 / 3463-4192/2519-0256
(509)3728-8466/ 3556-4296/2245-3486/2244-1494/
2244-1496/2244-1497
FAX: (509) 2244-4146

Dérapages dans plusieurs régions de la zone métropolitaine au lendemain de la soumission du rapport de la Mission d'experts

Le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) prend acte de la soumission officielle aux autorités haïtiennes, du rapport de la **Mission d'Experts** de l'**Organisation des Etats Américains** (OEA).

Le RNDDH rappelle que la **Mission d'Experts**, sollicitée en dehors de la Constitution et de la Loi, par le Président de la République, avait pour tâche principale de vérifier les Procès-verbaux des Résultats pour les Présidentielles au Centre de Tabulation.

Le RNDDH note que la **Mission d'Experts** reconnaît que ses recommandations assorties de ses observations au Centre de Tabulation, ne sont pas de nature à solutionner tous les problèmes rencontrés le jour du scrutin du 28 novembre 2010. Cependant, **le RNDDH estime que les conclusions de la Mission d'Experts sont claires, précises et peuvent être prises en compte dans le cadre de la résolution de la crise postélectorale.**

Le RNDDH constate qu'un jour après la remise du rapport au Président de la République, un vent de violence et de panique souffle dans plusieurs régions de

la capitale. En effet, des groupes armés ont érigé, tôt dans la matinée du 14 janvier 2011, des barricades enflammées. Ils ont tenté de perturber les activités citoyennes en tirant en l'air, suscitant ainsi la peur au sein de la population et portant des élèves ainsi que des personnes qui se rendaient à leurs occupations respectives, à rebrousser chemin. Les autorités policières sont intervenues à temps pour ramener le calme et ont pu procéder à l'arrestation de *quatorze* (14) individus sous le chef d'accusation de **troubles à l'ordre public et vagabondage**.

Parmi les personnes arrêtées, *trois* (3) conduisaient chacun *un* (1) véhicule. Il s'agit de :

1. Donald FINEAU

Il a été intercepté à l'angle des rues Monseigneur Guilloux et Cameau. Il pilotait une **Nissan Sentra** bleue, Immatriculée AA 12172 à bord duquel *quatre* (4) pneus usagés ont été retrouvés.

2. Lesly CASSEUS, alias Kare

Il est fondateur du **New York, New York Band** localisé à **Bel-Air**. Il pilotait un Pick-up **Nissan** blanc, dont le numéro de la plaque d'immatriculation en provenance de la **République Dominicaine** est **L 262252**. Outre plusieurs pneus usagés trouvés à bord de son véhicule, il avait en sa possession *cent neuf mille* (109.000) gourdes.

3. Usmann AZENOR, alias Ti Manno

Il est arrêté à **Martissant** au volant d'une **Terios** blanche dont la plaque d'immatriculation **G 208817** provient de la **République Dominicaine**. Selon ses dires, il allait remettre le véhicule à son propriétaire, Wilner JOSEPH, un cadre du **Bureau de Relocalisation** qui se trouve au Palais National. *Deux* (2) copies d'un tract, dénonçant le rapport de la **Mission d'Experts** et proclamant la victoire du candidat à la Présidence sous la bannière de la Plateforme INITE, Jude CELESTIN, ont été également découverts dans son véhicule.

Dérapages dans plusieurs régions de la zone métropolitaine au lendemain de la soumission du rapport de la Mission d'experts

Com. P. N1/A2011

Les onze (11) autres individus répondent aux noms de :

1. Viegenald VIELOT
2. Eddy PIERRE
3. Schnieder JEAN MICHEL
4. Muler MIRABLE
5. Wilky FRANÇOIS
6. Wilbert DUVERNEAU
7. Etzer ZAMOR
8. Jean Junior DUCARME
9. Luckner SURPRIS
10. Peterson Iverson COULOUTE
11. Nicolas SEVERIN, alias Ti Pop

Le RNDDH souligne que Nicolas SEVERIN alias Ti Pop est le frère de Patrick SEVERIN qui travaille au **Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique** à titre de Responsable de Sécurité.

Le RNDDH note que la situation de tension qui sévit aujourd'hui dans certaines zones de l'aire métropolitaine coïncide avec des allégations de distribution d'argent et d'armes à feu aux partisans du pouvoir en vue de porter les autorités à rejeter les recommandations faites par la **Mission d'Experts**.

Parallèlement, le RNDDH a appris que des officiels du Gouvernement sont en train de mener des démarches en vue de procéder à la relaxation de ces individus arrêtés en flagrant délit le 14 janvier 2011. Le RNDDH rappelle que depuis l'ouverture de la campagne électorale, en septembre 2010, des partisans et sympathisants de la Plateforme présidentielle INITE, bénéficiant de la permissivité des autorités établies, sont impliqués dans des actes répréhensibles et ne sont pas poursuivis par l'instance judiciaire. Quelques rares d'entre eux ont été arrêtés par la **Police Nationale d'Haïti** (PNH) mais ont été relâchés rapidement sur intervention expresse des officiels du Gouvernement.

Le RNDDH croit que les conclusions de la **Mission d'Experts** peuvent être utiles à la Nation pour adresser un certain nombre des problèmes électoraux.

Dérapages dans plusieurs régions de la zone métropolitaine au lendemain de la soumission du rapport de la Mission d'experts

Com. P. N1/A2011

Cependant, un travail plus approfondi doit être réalisé par les autorités en vue d'arriver à une sortie de crise durable et au respect de la volonté du peuple haïtien.

Le RNDDH recommande aux autorités d'appliquer la Loi contre tous ceux qui sont impliqués dans les actes de dérapage enregistrés tôt dans la matinée du 14 janvier 2011.

Port-au-Prince, 14 janvier 2011

Dérapages dans plusieurs régions de la zone métropolitaine au lendemain de la soumission du rapport de la Mission d'experts

Com. P. N1/A2011